



Déclarations et Discours

N° 80/10

APPEL EN FAVEUR D'UNE SOLUTION VÉRITABLE À LA CRISE DU KAMPUCHEA

Allocution prononcée par M. Louis Duclos, secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à la Conférence des Nations Unies sur l'aide humanitaire au Kampuchea (Genève, le 27 mai 1980)

Le destin tragique du peuple cambodgien [kampuchéen], avec son cortège de morts, de famine, de souffrances, de dislocations de famille, amène une fois encore la communauté internationale à considérer de quelle façon elle doit conjuguer ses efforts pour améliorer les conditions désastreuses qui continuent de sévir dans cette région du monde. Dix années de guerre, de révolution, d'invasion et d'occupation étrangère ont eu pour effet de transformer un pays jadis prospère en un territoire où les structures économiques et sociales les plus essentielles ont disparu, où tout un peuple est menacé dans son existence même et où le manque de vivres, sinon la famine, et une pénurie quasi totale de biens de consommation sont devenus la réalité de tous les jours.

Cette tragédie et ces souffrances n'ont pas manqué d'émouvoir le peuple canadien et c'est avec l'appui massif de la population que le gouvernement du Canada s'efforce depuis bientôt deux ans de contribuer dans la mesure de ses moyens, aux opérations de secours organisées par la communauté internationale. Cette contribution a revêtu plusieurs formes.

Le Canada a versé directement 15 millions de dollars aux principales organisations internationales engagées dans le secours d'urgence au Cambodge. Il a aussi contribué indirectement par l'appui considérable qu'il a apporté aux projets d'assistance et de réhabilitation entrepris par des organisations non gouvernementales canadiennes, telles la Croix-Rouge canadienne, le Comité central mennonite, la Conférence canadienne catholique pour la paix et le développement, les Services universitaires canadiens d'outre-mer, la World Vision of Canada et plusieurs autres organisations non gouvernementales.

Mais le Canada a surtout maintenu tout au long de son histoire une politique d'accueil en faveur des personnes déplacées et des réfugiés et c'est donc fort de cette tradition que nous avons ouvert nos portes aux réfugiés indochinois. Le programme qui a ainsi été mis sur pied est sans conteste le plus ambitieux de notre histoire. Avant que ne se termine l'année courante, 60 000 réfugiés indochinois auront été réinstallés au Canada, ce qui, compte tenu de notre population, nous place au tout premier rang des pays d'accueil. Il est évident que cette entreprise a été rendue possible, non seulement par suite de l'intervention politique et financière directe du gouvernement central mais également, et de façon souvent déterminante, grâce à la réponse généreuse de groupements et d'individus, d'organisations religieuses et charitables, de même que des gouvernements provinciaux et municipaux. Il n'en reste pas moins que cet effort sans précédent s'accompagne d'un fardeau financier considérable.

Lorsque le Canada aura accueilli, avant la fin de l'année en cours, les 60 000 réfugiés indochinois qu'il s'est engagé à recevoir, quelque 125 millions de dollars auront été consacrés à cette seule fin par le gouvernement fédéral canadien. Plusieurs millions de dollars supplémentaires seront déboursés par les gouvernements provinciaux et municipaux et par le secteur privé.

C'est la troisième fois que nous nous réunissons pour rechercher ensemble les moyens les plus aptes à secourir la population du Sud-Est asiatique. Grâce aux efforts déployés, notamment par de nombreux pays voisins, le pire a heureusement pu être évité. A cet égard, vous me permettrez de rendre un hommage particulier au gouvernement de la Thaïlande qui, par sa politique d'accueil, continue de donner aux autres nations du monde un exemple admirable de solidarité humaine. Notre gratitude et notre admiration vont également aux agences des Nations Unies et au Comité international de la Croix-Rouge pour l'oeuvre incomparable qu'ils poursuivent. Ceci dit, personne n'ignore qu'il reste encore énormément à faire. Comment ne pas apitoyer sur l'existence misérable qui continue d'être le sort quotidien de millions de Cambodgiens, qu'il s'agisse de ceux qui sont toujours au Cambodge ou de ceux qui ont cherché refuge en Thaïlande ou dans les camps temporaires à la frontière.

Nous n'avons jamais sous-estimé la complexité et les difficultés des opérations de secours à entreprendre. Malgré les efforts de tous les participants, on rapporte toujours des blocages dans le système de distribution et des détournements indus de victuailles. Si, par ailleurs, comme en fait rapport le groupe de travail inter-agences, des améliorations sensibles se sont produites, il n'en demeure pas moins que de nombreux éléments du système de distribution devront être renforcés et développés si l'on veut atteindre les objectifs prévus pour le reste de l'année. Nous avons noté avec plaisir que de nouvelles installations portuaires ont été mises à la disposition des agences, que plus de camions, de barges et de remorqueurs sont disponibles et que des programmes d'entretien des véhicules sont maintenant opérationnels. Nous nous félicitons aussi du fait que les autorités de Phnom Penh aient permis à un nombre accru de représentants de diverses agences de travailler sur place au Cambodge.

Mais il faudra que tous ces efforts, tant multilatéraux que bilatéraux, soient accrus considérablement si l'on veut en arriver à rendre à destination les quelque 35 000 tonnes métriques de nourriture par mois qui sont nécessaires. Si l'on pense que seulement 69 000 tonnes sont parvenues au Cambodge depuis l'automne dernier, on se rend facilement compte de l'énormité de la tâche qu'il reste à accomplir.

L'excellent rapport de Sir Robert Jackson, de même que les interventions de nombreux délégués qui m'ont précédé, nous ont heureusement suggéré toute une série de moyens pratiques qui pourraient, si toutes les parties veulent bien y prêter leur concours, nous rapprocher de notre objectif. Nous donnons donc notre appui le plus entier aux nombreuses suggestions faites tendant à améliorer le ravitaillement de la population cambodgienne, que ce soit par les voies maritimes, terrestres ou aériennes, pour que les secours internationaux parviennent enfin aux civils les plus démunis, en particulier vers les provinces où les besoins sont les plus urgents. Ce n'est d'ailleurs que par un rétablissement progressif de conditions d'existence normales que l'on en arrivera au retour volontaire, dans leur pays, de centaines de milliers de Cambodgiens

actuellement en exil, seule solution viable à longue échéance.

Il est triste de constater qu'il existe un peu partout dans le monde de nombreuses situations où des centaines de milliers d'individus se sont vus forcés d'abandonner leur foyer et de chercher asile dans des pays voisins. Le cas du Cambodge n'est évidemment pas unique, mais son ampleur est telle qu'il mérite une attention toute spéciale. Rarement a-t-on vu une nation tout entière ainsi menacée dans son existence même. Certes, nous nous devons de répondre immédiatement aux besoins humanitaires les plus urgents. Mais nous ne pouvons pas et ne devons pas reporter indéfiniment l'étude des causes fondamentales de ce désastre sans précédent, c'est-à-dire les atteintes flagrantes aux droits des gens et la violation systématique des droits de la personne les plus fondamentaux. Au-delà des secours humanitaires, nous devons nous attaquer aux problèmes qui ont créé l'instabilité actuelle. La grande majorité des États membres des Nations Unies ont soutenu à l'Assemblée générale une résolution visant à établir les principes qui seuls peuvent permettre une solution véritable à la crise du Cambodge et en particulier la nécessité absolue d'un retrait complet des forces armées étrangères. Essentiellement, cette solution ne peut être que le fruit de négociations sérieuses entre toutes les parties intéressées. Il nous faut donc en appeler à tous pour qu'ils assument leurs responsabilités et pour que, sans tarder, ils reconnaissent qu'il y va de leur propre intérêt de parvenir à un consensus qui assurera paix et prospérité, dans le respect des droits de la personne, à toute la région. Ce n'est que dans cette voie que se trouvera la promesse de jours meilleurs pour tous les Cambodgiens.

S/C